INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 17 octobre 2022**

* Les principales bourses européennes ont clôturé en hausse et l'indice phare de la place parisienne est repassé au-dessus du seuil des 6 000 points. Elles ont bénéficié du revirement du nouveau gouvernement britannique sur ses projets budgétaires. Le CAC 40 a gagné 1,83% à 6 040,66 points et l'Euro Stoxx 50 a progressé de 1,77 % à 3 441,64 points. Aux Etats-Unis, le Dow Jones et le Nasdaq Composite gagnaient respectivement 1,95% et 3,59% vers 17h30.
* La décision du nouveau gouvernement d'annuler l'essentiel de son plan de réduction d'impôts a permis une nette détente des taux longs des deux côtés de l'Atlantique. Le rendement du 10 ans anglais a chuté de 42 points de base à 3,97% et le Bund a cédé 8 points de base.
* Aux Etats-Unis, le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans se situe à 3,95% en repli de 6,9 points de base, ce qui profite aux valeurs technologiques en Europe et aux Etats-Unis.
* Le nouveau ministre des finances britannique, Jeremy Hunt, a aussi indiqué que de nouvelles mesures fiscales permettraient de générer 32 milliards de livres de recettes supplémentaires. Le projet initial du gouvernement avait provoqué d'importants remous sur les marchés financiers britanniques.

* La baisse moins forte que prévu des profits de Bank of America a aussi favorisé la hausse des marchés actions.
* Les cours du gaz sont sous pression alors que l’Europe envisage un plafond dynamique de ceux-ci. Le cours du future de référence pour le gaz - le Dutch TTF – perd 8,6% à 129,75 euros le mégawatt-heure pour le contrat de novembre. L'objectif de la Commission européenne serait de limiter l'ampleur de la variation du Dutch TTF au cours d'une journée, indique Reuters. La présentation du plan par Bruxelles est prévue pour cette semaine.
* La devise britannique gagne 1,52% à 1,1350 dollar, soutenue par la décision du nouveau gouvernement d'annuler l’essentiel de son plan de réduction d’impôts. Le projet initial présenté fin septembre avait fait plonger la livre à un plus bas historique à 1,035 dollar dans la nuit du 25 au 26 septembre. Le nouveau ministre des finances, Jeremy Hunt, a indiqué en outre que de nouvelles mesures fiscales permettraient de générer 32 milliards de livres de recettes supplémentaires.

De plus, les aides apportées aux ménages pour faire face à la flambée du prix de l'énergie, sous la forme de plafonnement des prix, s'arrêteraient en avril 2023, réduisant ainsi la facture du gouvernement.

* Allianz a dévoilé la 13e édition de son Global Wealth Report, qui analyse le patrimoine financier et la dette des ménages, dans plus de 60 pays dont la France. " Rétrospectivement, 2021 pourrait bien avoir été la dernière année de ce qui fut l’économie des taux d’intérêts zéro durant laquelle les politiques monétaires ont alimenté l'expansion des marchés boursiers ", souligne-t-il. Les ménages en ont largement profité : pour la troisième année consécutive, les actifs financiers mondiaux ont enregistré une croissance à deux chiffres en 2021, atteignant 233 000 milliards d'euros (+10,4%).

Les ménages français ont vu leurs actifs financiers bruts progresser de 6,5 % en 2021, soit la deuxième plus forte hausse de la décennie. A l'origine de cette performance, l'excellente tenue de la classe d'actifs des titres enregistrant une croissance impressionnante de 12,9 %.

Pour autant, l'essentiel de cette hausse (93 %) tient davantage à l'essor des marchés boursiers qu'à un réel changement de comportement des épargnants : avec près de 15 milliards d'euros en 2021 (-57 % par rapport à 2020), la part des produits de marché des capitaux dans l'épargne récemment constituée n'est que de 7 % environ, soit près de la moitié à peine de son niveau de l'année précédente.

L'appréciation des titres en bourse n'est pas l'unique moteur de la forte croissance du patrimoine financier l'année dernière. L'épargne forte en est un autre : au total, l'épargne récemment constituée s'est élevée à 211 milliards d'euros, soit plus de 60 % au-dessus de la moyenne à long terme de la dernière décennie. Cette épargne est essentiellement constituée de dépôts bancaires : 116 milliards d'euros, soit plus de la moitié (55 %) du total des apports, ont été placés dans cette classe d'actifs. Les dépôts bancaires ont ainsi enregistré une forte croissance de 6,4 %.

* L'indice manufacturier de la Fed de New York est ressorti à -9,1 en octobre, contre - 4 attendus après - 1,5 en septembre. 23% des répondants ont déclaré que les conditions s'étaient améliorées au cours du mois, et 32% ont déclaré que les conditions s'étaient détériorées. L'indice des nouvelles commandes est resté inchangé à 3,7, indiquant une légère augmentation des commandes, tandis que l'indice des expéditions a plongé de vingt points à -0,3.

Les indicateurs du marché du travail ont indiqué une légère augmentation de l'emploi. La hausse des prix des intrants s'est accélérée, tandis que le rythme de la hausse des prix de vente est resté stable.

**SOCIETES**

* A Paris, le Mondial de l'Auto a eu un effet dopant sur le cours des principales valeurs de la filière auto (Renault, Stellantis, Valeo, Faurecia) qui affichent leur électro-compatibilité sous tous les angles possibles.
* Le Mondial de l'Auto, grand-messe de la filière automobile qui a lieu du 18 au 23 octobre à Paris Porte de Versailles, a un effet dopant sur le cours de nombreuses valeurs de la filière : +2,79% à 12,82 euros pour Stellantis ; +3,90% à 31,945 pour Renault ; +5,20% à 12,85 euros pour Faurecia et + 1,97% à 16,53 euros pour Valeo. Mais cette édition, qui ne va durer qu'une semaine au lieu des 15 jours habituels, risque de décevoir les amoureux de mécanique. L’essentiel des modèles exposés seront électriques ou hybrides. L'avenir sera électrique ou ne sera pas, serait-on tenté de dire.

Emmanuel Macron a d'ailleurs annoncé dimanche une série de coups de pouces à l'achat de voitures électriques. Le " bonus écologique " va être porté de 6 000 à 7 000 euros pour la moitié des ménages achetant une voiture électrique, a annoncé le président de la République dans Les Echos. Côté production, le chef de l'Etat dit viser un million de véhicules électriques produits en France d'ici 2027, 2 millions d'ici 2030, avec le passage au tout électrique en 2035.

* CACEIS, filiale de Crédit Agricole S.A. et de Santander, a signé un protocole d'accord en vue du rachat des activités européennes d'asset servicing de Royal Bank of Canada (RBC) Investor Services. En Bourse, l’action de la banque française a gagné 1,44% à 8,66 euros tandis que Société Générale a progressé de 1,28% et BNP Paribas de 3%. Cette transaction fera du groupe l’acteur européen numéro 1 en administration de fonds et numéro 2 en conservation en termes d’actifs.

A l'issue de cette acquisition, CACEIS disposerait d'environ 3 500 milliards d'euros d'encours administrés et 4 800 milliards d'euros d'actifs en conservation contre actuellement 2 300 milliards d'euros d'actifs en administration et près de 4 400 milliards d'euros d'actifs.

Les services rachetés de RBC comprendront la conservation d'actifs et ses opérations de change, l'administration de fonds, les prestations d'agent de transfert, le middle-office et le prêt-emprunt de titres.

* L'action Thermador a gagné 0,65% à 77,40 euros dans le sillage de ses revenus 9 mois. Le groupe spécialisée notamment dans les accessoires pour le chauffage et l’eau chaude sanitaire a réalisé un chiffre d'affaires au 30 septembre 2022 en hausse de 10,8% à 417,72 millions d'euros. En corrigeant l'effet de base des chiffres 2021 biaisés par les achats anticipés de ses clients avant la fin du mois de juin 2021, on constate que la croissance des deux derniers trimestres est en moyenne de 10,1%.

Elle est - entre autres - le résultat combiné de 11% d'inflation moyenne répercutée à ses clients, d'une hausse des ventes de certaines de ses gammes liées à la rénovation énergétique (Thermador), du plébiscite recueilli par les groupes électrogènes de Mecafer et Domac ainsi que des moindres commandes de stock de nos clients grossistes qui anticipent une probable récession.

Contre toute attente, Thermador constate que les délais d'approvisionnement se réduisent très vite alors que la demande et les perspectives de vente pour certaines gammes se contractent.

Le surcoût provoqué par les hausses du gaz et de l'électricité devrait approcher 750 000 euros en 2023 (coût multiplié par 4 par rapport à 2022). Simultanément, ses filiales travaillent de concert pour faire face solidairement aux difficultés liées à la possible rareté de l'énergie au cours des prochains mois.

Comme tous les acteurs du bâtiment, Thermador anticipe une baisse sensible et très prochaine des mises en chantier de logements neufs. Mais moins de 10% du chiffre d'affaires du groupe dépend de cette activité qui reste très prometteuse à long terme compte tenu du manque d'habitations constaté en France.

* Le fabricant de puces américain Broadcom, qui perd 2,48% à 427,10 dollars dans les échanges d'avant-bourse, va demander à l'Union européenne d'approuver son projet d'achat de la société VMware, spécialisée dans les technologies multicloud, pour un montant de 61 milliards de dollars, en invoquant la concurrence d'Amazon, de Microsoft et de Google, ont déclaré des sources proches du dossier, indiquaient ce jour le site Euronews et l'agence d'informations Reuters.

Annoncée en mai, cette opération est la deuxième plus importante au niveau mondial depuis le début de l'année et marque la tentative de Broadcom de diversifier ses activités dans le domaine des logiciels d'entreprise.

"Ce rachat crée plus de concurrence sur le marché du cloud où il y a maintenant de très gros acteurs. Il n'est pas du tout nécessaire de passer à la phase 2", a déclaré l'une des personnes interrogées, en référence à la deuxième phase d'enquête de la Commission européenne, qui dure quatre mois, soulignait ce matin Euronews.

* Goldman Sachs prévoit de regrouper ses principales activités en trois grandes branches, ce qui constitue l'un des plus grands remaniements de l'histoire de la banque d'affaires, affirme le Wall Street Journal. Elle va regrouper ses activités phares de banque d'investissement et de trading en une seule unité, tout en fusionnant la gestion d'actifs et la gestion de patrimoine en une autre, selon des personnes proches du dossier. Marcus, la branche de Goldman spécialisée dans les services bancaires aux particuliers, fera partie de l'unité de gestion d'actifs et de patrimoine.

Une troisième branche abritera les services bancaires transactionnels, le portefeuille de plateformes de technologie financière de la banque, le prêteur spécialisé GreenSky et ses entreprises avec Apple Inc. et General Motors Co.

**ANALYSES**

* Si, par rapport aux pics atteints au printemps dernier et au début de l'été, les prix des principales denrées alimentaires ont reflué, la communauté internationale n'est pas pour autant sortie d'affaire. « Malgré la baisse des prix internationaux des denrées alimentaires aux niveaux d'avant-guerre [entre la Russie et l'Ukraine, NDLR], les prix restent élevés et sont soumis à une pression continue à la hausse », confirme, dans une note parue lundi, la Banque mondiale.

Les coûts élevés de l'énergie et des engrais, le mauvais temps dans les principaux pays producteurs et les risques engendrés par la guerre en Ukraine ont entraîné une forte inflation des prix alimentaires. La plupart des pays connaissent des augmentations d'une année sur l'autre comprises entre 10 et 30 %. En Allemagne, la hausse des seuls prix de l'alimentation a grimpé de 18,7 % en septembre dernier. L'Italie (12 %), les Pays-Bas (12,8 %), la Pologne (19,3 %) ou encore la France (8,5 % en août 2022) sont sous pression.

Au regard de la mappemonde de la Banque montrant les pays souffrant d'inflation réelle des prix alimentaires (hausse des prix de l'alimentation diminuée de l'inflation globale), le rouge (hausse de 2 à 9 % en termes réels) et le violet (hausse supérieure à 9 %) dominent largement en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Europe, zones auxquelles il faut ajouter la Chine, le Pakistan, l'Iran, la Turquie ainsi qu'un bon nombre de pays d'Afrique.

« En termes réels, l'inflation des prix alimentaires a dépassé l'inflation globale dans 83,1 % des 166 pays pour lesquels l'indice des prix des produits alimentaires et l'indice des prix global sont tous deux disponibles », souligne la Banque.

Au cours du mois de septembre dernier, l'indice mesurant l'évolution des prix des céréales et des oléagineux du Conseil international des céréales a légèrement reculé de 1 % par rapport à août. Mais, les prix mondiaux à l'exportation du blé ont augmenté de 2,4 % au cours de la même période. Les prix du maïs ont progressé de 0,2 % tandis que le prix international moyen du riz a grimpé de 3,1 % d'un mois sur l'autre en septembre. La banque y voit une réaction aux taxes à l'exportation de 20 % sur le riz et à l'interdiction des exportations de brisures de riz annoncé par l’Inde. Seuls les prix internationaux du soja ont diminué de 3,1 % sur la période pour atteindre un plus bas de huit mois.

Face à ces tensions, le Fonds monétaire international a appelé à une « action multilatérale urgente » et en particulier à la levée des restrictions à l'exportation de denrées alimentaires. Depuis le début de la guerre en Ukraine, une vingtaine de pays ont adopté 26 mesures d'interdiction d'exportation de produits alimentaires et 8 pays ont décidé de limiter leurs exportations.

Si le FMI a décidé de créer un nouvel instrument d’emprunt pour aider les pays les plus vulnérables face aux pénuries alimentaires, la Banque mondiale, elle, s'est engagée à fournir 30 milliards de dollars avant juin 2023 pour lutter contre l'insécurité alimentaire, encourager la production d'engrais, améliorer les systèmes alimentaires, faciliter le commerce et soutenir les ménages et les producteurs vulnérables.

Au regard de la situation actuelle, le FMI estime, dans une étude, que la hausse des prix des importations de denrées alimentaires et d'engrais représentera un choc de 9 milliards de dollars en 2022 et en 2023 sur la balance des paiements des 48 pays les plus touchés, principalement en Afrique subsaharienne. Le fonds juge nécessaire, pour ces pays, de mobiliser entre 5 et 7 milliards de dollars de dépenses budgétaires supplémentaires pour aider les ménages vulnérables de ces pays. Et 50 milliards de dollars supplémentaires seront nécessaires pour mettre fin à l'insécurité alimentaire aiguë au cours des 12 prochains mois.

**L’AGENDA DU 18 octobre 2022**

**8h45 en France**

Créations d'entreprises en septembre

**11h00 en Allemagne**

Indice ZEW du sentiment des investisseurs sur les perspectives en octobre

**15h15 aux Etats-Unis**

Production industrielle et taux d'utilisation des capacités de production en septembre

**16h00 aux Etats-Unis**

Indice NAHB de la confiance des constructeurs immobiliers en octobre